

Cuba pour un bond nécessaire dans l'économie



Manuel Marrero, le premier jour de la deuxième session ordinaire de la 10ème législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire.

La Havane, 21 décembre (RHC) Cuba mettra en œuvre une série de mesures économiques et sociales à partir de 2024 qui, selon le président Miguel Díaz-Canel, permettront un bond nécessaire dans l'économie.

En ce qui concerne la mise en œuvre de ces actions, Díaz-Canel a expliqué que les dirigeants du pays se concentrent sur le redressement économique national.

Le Premier ministre de la République, Manuel Marrero, a expliqué la veille, lors du premier jour de la deuxième période ordinaire des sessions de la 10e législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (parlement), que le pays actualisera les prix des combustibles et augmentera le tarif de l'électricité pour les gros consommateurs du secteur résidentiel.

Marrero a expliqué que les changements dans les coûts des combustibles prendront comme référence le prix de vente en dollars dans la région et appliqueront le taux officiel du marché des changes du pays caribéen.

Il a également annoncé qu'un réseau de centres de services sera mis en place pour collecter les devises fraîches, dans le but d'éviter les impacts négatifs sur la population.

Il a également mentionné l'application de nouveaux tarifs pour les services de transport de passagers.

En outre, il a annoncé une augmentation de 25 % du tarif de l'électricité dans le secteur résidentiel pour les gros consommateurs qui utilisent plus de 500 kilowattheures d'électricité.

Il a également annoncé que la consommation d'électricité dans le secteur résidentiel est inférieure à 500 kilowattheures et qu'à l'heure actuelle, 94 % des ménages ont une consommation inférieure à 300 kilowattheures.

En ce qui concerne l'électricité, il a annoncé que le tarif pour le secteur non résidentiel sera appliqué aux formes de gestion non étatiques qui opèrent à l'intérieur du domicile, en remplacement du tarif actuel.

Il a également annoncé que le tarif pour la population alimentée en eau sans compteur passera de sept à 21,24 pesos cubains, dans le but de stimuler l'économie de cette ressource.

Le prix du gaz liquéfié sera également modifié, avec une augmentation du prix de détail des bouteilles de 10 kilogrammes, qui passera de 180 à 225 pesos, et des bouteilles de 45 kilogrammes, qui passeront de 810 à 1,14 pesos.

Il a également annoncé que le pays prolongerait l'exemption tarifaire pour les importations de denrées alimentaires, d'articles de toilette et de médicaments par des personnes physiques.

BESOIN DE DEVICES ÉTRANGÈRES

Marreo a fait remarquer que le pays s'efforçait d'accroître sa réserve de devises étrangères afin de pouvoir la mettre au service du développement économique et social du pays.

Dans cette optique, a-t-il dit, les exonérations fiscales seront réévaluées et l'impact réel qu'elles ont sur l'économie sera évalué au profit de la population, et celles qui ne sont pas justifiées seront éliminées, ce qui garantira la collecte des impôts et l'augmentation des recettes pour le budget de l'État.

Il a ajouté qu'une autre action essentielle consiste à stimuler l'importation de matières premières afin de favoriser la production nationale, en particulier dans le domaine de l'agriculture et des denrées alimentaires.

Il a indiqué que des progrès étaient réalisés dans l'amélioration de la gestion de l'administration fiscale et que des actions étaient coordonnées avec l'Office national des statistiques pour garantir que tous les acteurs soient obligés de déclarer leurs résultats.

Il a mentionné la nécessité d'augmenter les exportations de biens et de services, de relancer le tourisme, de promouvoir des productions telles que le nickel, le tabac et le rhum, de redimensionner le marché des changes et de rétablir le flux des envois de fonds.

Il a évoqué la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme d'allocation et de gestion des liquidités pour tous les acteurs économiques, qui inclura l'utilisation de nouveaux moyens de paiement ou de cartes en devises auxquelles seront appliquées des incitations pour l'achat de biens et de services, et qui pourront être rechargées depuis l'étranger ou en espèces.

En outre, des mesures seront mises en œuvre pour permettre à la gestion non étatique d'effectuer des importations avec des paiements depuis Cuba, pour promouvoir le commerce électronique avec des paiements depuis l'étranger, pour poursuivre la renégociation de la dette extérieure et pour augmenter les investissements étrangers.

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION NATIONALE

En ce qui concerne l'objectif d'encourager la production nationale, il a indiqué des actions telles que l'utilisation de contrats de production coopératifs avec des investisseurs étrangers et des acteurs non étatiques,

la réduction de 50 % des droits de douane sur les importations de matières premières et de biens intermédiaires pour tous les acteurs économiques, et l'augmentation des droits de douane sur certains produits prêts à la vente fabriqués dans le pays, tels que le tabac, les cigares, le rhum et la bière.

Il a annoncé que des travaux étaient également en cours pour renforcer, au niveau du gouvernement territorial, le système de surveillance et de contrôle des prix, pour tous les secteurs et acteurs de l'économie.

Il a indiqué que des progrès sont réalisés dans l'amélioration de la gestion de l'administration fiscale et qu'à cet égard, des actions sont coordonnées avec l'Office national des impôts.

AUGMENTER LA PRODUCTION NATIONALE

En ce qui concerne l'objectif de stimuler la production nationale, il a mentionné des actions telles que l'utilisation de contrats de production coopératifs avec des investisseurs étrangers et des acteurs non étatiques.

La réduction de 50 % des droits de douane sur les importations de matières premières et de biens intermédiaires pour tous les acteurs économiques, et l'augmentation des droits de douane sur certains produits prêts à la vente fabriqués dans le pays, tels que le tabac, les cigares, le rhum et la bière.

Il a annoncé que des travaux sont également en cours pour renforcer, au niveau du gouvernement territorial, le système de travail pour la surveillance et le contrôle des prix, pour tous les secteurs et acteurs de l'économie.

Il a indiqué que des progrès sont réalisés dans l'amélioration de la gestion de l'administration fiscale et, à cet égard, des actions sont coordonnées avec l'Office national des statistiques pour s'assurer que tous les acteurs sont obligés de déclarer leurs résultats.

Le pays mettra également en œuvre une série de mesures pour avancer dans la transformation intégrale de l'entreprise d'État socialiste afin qu'elle puisse se consolider en tant qu'acteur principal de l'économie nationale.

Marrero a expliqué que le pays travaillera à l'amélioration des structures et du fonctionnement des organisations supérieures de gestion des entreprises (OSDE).

Il a ajouté qu'il est également prévu d'approuver la loi sur les entreprises, qui envisage, entre autres éléments, sa classification en tenant compte des particularités et de renforcer l'autonomie des entreprises.

Il a souligné que la nation caribéenne mettra à jour les activités non autorisées que peuvent exercer les acteurs économiques non étatiques et décentralisera progressivement le processus d'approbation des nouveaux acteurs économiques vers les municipalités.

Il a expliqué qu'une autre mesure importante est la création de l'Institut pour l'attention aux acteurs économiques non étatiques, ainsi que l'élimination des exonérations fiscales pour les acteurs économiques non étatiques de six mois et d'un an, à l'occasion de leur incorporation.

Il a expliqué que l'île prévoit d'étendre l'application de l'impôt sur les ventes à toutes les opérations réalisées par les micro, petites et moyennes entreprises et de reconnaître le taux de change d'un dollar pour 120 pesos cubains pour le calcul des tarifs sur les opérations d'importation.

Le pays, a-t-il ajouté, donnera également la priorité au contrôle des entités qui déclarent des pertes et améliorera les règles d'enregistrement et de détermination des fiches de coûts des formes de gestion non étatiques, afin d'éviter la sous-déclaration et l'évasion fiscale.

SOUTIEN AUX SECTEURS PRIORITAIRES

Au cours de la journée, il est apparu que le budget de l'État cubain en 2024, même dans des conditions économiques difficiles, assurera la continuité des programmes sociaux qui garantissent l'accès universel aux services de base pour la population.

Le ministre cubain des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro, a assuré qu'à cette fin, la projection des dépenses totales maximales est de 480 707 millions de pesos, ce qui représente une croissance de 37 %.

Regueiro a expliqué que cette planification assure non seulement les principaux secteurs et programmes sociaux tels que la santé publique, l'éducation, la culture, les sports, l'assistance et la sécurité sociale, mais qu'elle inclut également les demandes de financement du secteur des entreprises et les dépenses liées à la dette publique.

À partir de 2024, le pays mettra en œuvre des mesures visant à effectuer des paiements supplémentaires pour améliorer la situation des travailleurs dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Dans le cas de la santé, des services de nuit, des rémunérations supplémentaires pour l'exposition et la complexité, pour les années de service et pour l'effort maximal seront établis. Pour leur part, les travailleurs de l'éducation recevront des paiements supplémentaires pour l'ancienneté et la surcharge d'enseignement.

De même, le livret d'approvisionnement pour la distribution du panier familial standard sera maintenu, tandis que les entreprises qui contribuent au redressement de l'industrie sucrière seront encouragées et que les rendements agricoles seront augmentés.

En outre, il sera possible d'augmenter de 12 à 15 mois la protection salariale des mères qui travaillent pour le congé de maternité, et le système de protection civile sera financé.

PROJECTION ÉCONOMIQUE POUR 2024

Compte tenu des mesures à mettre en œuvre et de la planification économique, Cuba prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB), à prix constants, d'environ 2 % d'ici 2024.

Le vice-premier ministre de la République et ministre de l'économie et de la planification, Alejandro Gil, a annoncé que le pays prévoit également que l'inflation se situera entre 20 et 25 % l'année prochaine.

Parmi les objectifs de l'économie nationale, il a énuméré les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de stabilisation macroéconomique avec l'établissement d'un environnement monétaire, de taux de change, financier et fiscal, qui permettra de meilleures conditions pour la reprise et la croissance de l'économie, la convertibilité de la monnaie nationale et la réduction de l'inflation.

L'île poursuivra également l'objectif d'augmenter et de diversifier les revenus extérieurs du pays, de stimuler l'activité productive, ainsi que de faire progresser le développement du système commercial du pays et l'intégration entre tous les acteurs économiques.

Il a ajouté que la nation caribéenne prévoit un volume d'exportation de neuf milliards 700 millions de dollars d'ici 2024, un chiffre supérieur à l'estimation pour 2023, mais toujours inférieur à celui atteint en 2019.

En ce qui concerne le tourisme, il a réitéré l'objectif d'atteindre trois millions 100 mille visiteurs, ce qui représenterait une augmentation de 27 pour cent par rapport à l'estimation de 2023.

Dans le même ordre d'idées, il a déclaré que l'on prévoyait une augmentation de 29 % du nombre d'arrivées de touristes par jour par rapport aux 12 derniers mois (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/342702-cuba-pour-un-bond-necessaire-dans-leconomie>



Radio Habana Cuba